

Des syndicats et des Gilets jaunes unis contre Macron

Des organisations syndicales départementales (Solidaires, CGT et FSU) et des représentants des Gilets jaunes fustigent les dernières mesures prises par Emmanuel Macron. Ils appellent à une journée de mobilisation le 5 octobre.

Au lendemain des manifestations spontanées anti-pass sanitaire des 14 et 17 juillet, s'étaient réunis autour de la même table des représentants syndicaux (Solidaires, CGT et FSU) et deux membres des Gilets jaunes de Haute-Savoie et de l'Ain. Dans les locaux de la FSU, rue Guillaume-Fichet à Annecy, le temps était à l'union pour dénoncer la dernière allocution télévisée d'Emmanuel Macron, le lundi 12 juillet.

■ « Un excès d'autoritarisme »

Tous sont globalement d'accord pour voir en elle « une atteinte aux libertés individuelles, un excès d'autoritarisme, un déni de démocratie » et lancent un appel aux troupes pour participer à des manifestations spontanées. Les vacances passées, ils organiseront une grande journée de rentrée et de grogne le 5 octobre. Les uns comme les autres entendent préserver « des droits bafoués ». Au-delà des questions sanitaires, Michel Lombard (FSU) a trouvé l'évocation de la réforme des retraites « très choquante ».

Pascal Léa (Solidaires



À gauche, les deux représentants des Gilets jaunes aux côtés des membres des syndicats CGT, Solidaires et FSU.

Photo Le DL/Colette LANIER

74) dénonçait quant à lui « la mise en œuvre de la loi qui modifie le droit à l'assurance chômage, actuel objet d'un recours au Conseil d'État ».

La CGT, comme les autres membres de la table, voyait en la défense des libertés individuelles un des piliers majeurs des prochaines revendications. Yvan Perez, son représentant, insistait sur le fait que la CGT était favorable à la vaccination contre la Covid-19 « dans la mesure où elle n'était pas imposée ». Ce à quoi Anne-Marie Amphyon, Gilet jaune, rappelait que « cette vaccination posait des interrogations légitimes ». En clair, qu'elle n'était « pas sûre ». Quant aux étoiles jaunes, brandies sur les banderoles lors des dernières manifestations, Bruno Lecaçon, Gilet jaune, les

qualifiait « de signes de la liberté d'expression, certes un peu exagérés ».

En réaction, Yvan Perez indiquait que « la CGT ne pouvait cautionner ni propos antisémite ni violences ». Ce dernier voit une certaine « "pétainisation" du gouvernement sans qu'il y ait aucun lien à établir avec la déportation ».

Ces trois syndicats et ces Gilets jaunes ont en ligne de mire le gouvernement mais ne suivent pas toujours le même chemin, ni la même sémantique, pour le dénoncer... « Nous sommes ensemble mais nous avons parfois des divergences », concluait Michel Lombard. Tous se retrouveront dans la rue le 5 octobre pour les exprimer sur des modes qui, eux aussi, promettent d'être multiples.

C.L.